

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29585]

**19 OKTOBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toepassing van artikel 60<sup>quater</sup>, § 3, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wat de competentiesokkels betreft**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 60<sup>quater</sup>, § 3, ingevoegd bij het decreet van 22 oktober 2015 betreffende de organisatie van een cursus filosofie en burgerzin en een opvoeding tot filosofie en burgerzin;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 4 oktober 2016 binnen het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het Gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 59.940/2/V, gegeven op 7 september 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit heeft betrekking op de inrichtingen voor confessioneel vrij onderwijs en de inrichtingen voor niet-confessioneel vrij onderwijs die exclusief twee wekelijkse uren cursussen niet-confessionele zedenleer verstrekken.

**Art. 2.** Het document waarin de wijze waarop het referentiesysteem “competentiesokkels” inzake opvoeding tot filosofie en burgerzin geïntegreerd wordt in de verschillende cursussen, wordt opgesteld volgens het model gevoegd bij dit besluit.

**Art. 3.** De kolommen I en II van het document bedoeld bij artikel 2 worden ingevuld en het document wordt daarna bij het Bestuur ingediend, ten laatste op 1 november 2016, voor de inrichtingen voor lager onderwijs.

Kolom 3 van het document bedoeld bij artikel 2 wordt ingevuld en het document wordt daarna bij het Bestuur ingediend, ten laatste op 1 november 2017, voor de inrichtingen voor secundair onderwijs.

**Art. 4.** Op eigen initiatief kunnen de betrokken inrichtingen aan het Bestuur een nieuwe versie van het document bedoeld bij artikel 2 toesturen. Dat document zal van toepassing worden vanaf het begin van het schooljaar na zijn verzending.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2016.

**Art. 6.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

Mevr. M.-M. SCHYNS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29586]

**19 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, article 72, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et article 153, § 3, alinéa 5 (Arrêté royal du 10 mai 2015 portant coordination de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé);

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 2004 relatif à l'agrément des praticiens des professions paramédicales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°59.814/2/V donné le 25 août 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la loi spéciale de réformes institutionnelles du 15 août 1980, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 7°, a);

Considérant l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le Ministre ayant les agréments des prestataires de soins de santé dans ses attributions;

2° « loi » : la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

- 3° « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;
- 4° « profession paramédicale » : une des professions désignées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales;
- 5° « Commission » : Commission d'agrément instituée pour chacune des professions paramédicales.

CHAPITRE 2. — *Des commissions d'agrément des professions paramédicales; missions, composition et fonctionnement*

*Section 1<sup>re</sup>. — Missions*

**Art. 2.** Pour chaque profession paramédicale reprise dans la liste visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales, il est institué une Commission d'agrément ci-après dénommée « la Commission ».

**Art. 3.** La commission a pour mission de :

- 1° rendre un avis motivé au Ministre sur toute demande visant l'obtention de l'agrément tel que visé aux articles 72, § 2, alinéa 2, et 153, § 2, de la loi ainsi que sur toute demande visant le bénéfice des dispositions visées à l'article 153, § 3, de la loi;
- 2° remettre un avis sur le retrait de l'agrément, tel qu'octroyé sur la base de l'article 72, § 1<sup>er</sup>, de la loi;
- 3° remettre un avis d'initiative ou à la demande du Ministre, sur tout sujet relatif à la profession paramédicale relevant de sa compétence.

*Section 2. — Composition*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La Commission est composée de :

- 1° trois membres praticiens d'une profession paramédicale disposant d'une expérience d'au moins 5 ans dans la profession concernée, proposés par leurs associations professionnelles représentatives après appel public à candidature. A défaut d'association professionnelle représentative, un appel à candidatures est publié au *Moniteur belge*;
- 2° trois membres dispensant depuis au moins 5 ans dans l'Enseignement supérieur une formation menant au diplôme requis pour l'exercice de la profession concernée.

Pour la profession d'assistant pharmaceutico-technique, les trois membres doivent dispenser, soit dans le 3<sup>ème</sup> degré de l'Enseignement secondaire - technique de qualification, soit dans l'Enseignement de promotion sociale, depuis au moins 5 ans, une formation menant au diplôme requis pour l'exercice de la profession concernée;

- 3° d'un membre habilité soit à confier, soit à prescrire, respectivement en tant qu'acte ou en tant que prestation technique, aux praticiens des professions paramédicales, les activités de la profession concernée.

§ 2. La Commission peut également, si elle le juge utile, faire appel à des experts. Ceux-ci ont voix consultative.

§ 3. Un suppléant peut être désigné pour chaque membre siégeant au sein de la Commission.

*Section 3. — Fonctionnement*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les membres effectifs et suppléants de la Commission sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de 4 ans.

A l'échéance du mandat, les membres assument leur fonction jusqu'au renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le Ministre peut mettre fin au mandat des membres de la Commission qui auront fait notoirement preuve soit d'un manque d'assiduité aux réunions, soit d'un manque d'intérêt pour les missions qui leur sont confiées.

Est démissionnaire d'office le membre qui perd les qualités en raison desquelles il a été nommé.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme un nouveau membre de la même catégorie pour achever le mandat en cours.

§ 3. Lors de la première réunion qui suit la nomination des membres de la Commission, ceux-ci désignent, en leur sein, un président ainsi qu'un vice-président.

§ 4. L'Administration assure le secrétariat de la Commission.

§ 5. Le président, le vice-président, les membres de la Commission ainsi que les experts invités en vertu de l'article 4, § 2, ont droit :

- 1° à un jeton de présence de dix euros par demi-journée; les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;
- 2° au remboursement des frais de parcours, alloué conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

Les membres de la Commission sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions de la Commission. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

**Art. 6.** Les réunions de la Commission sont dirigées par le président ou, à défaut, par le vice-président. En l'absence des deux susnommés, le membre le plus âgé remplace le président.

La Commission ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le président ou, en son absence, le vice-président convoque une nouvelle réunion avec le même ordre du jour. La Commission délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

La Commission se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du Président ou, en son absence, du vice-président, est prépondérante.

Les délibérations de la Commission sont secrètes.

Les avis doivent être motivés en faits et en droit.

La Commission d'agrément élabore un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Ministre.

#### CHAPITRE 3. — *De l'agrément*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément visé à l'article 72, § 2, alinéa 2, de la loi peut être accordé de manière automatique sur la base de listes transmises à l'Administration par les établissements d'enseignement reprenant l'ensemble des étudiants ayant le diplôme requis pour l'exercice de la profession concernée.

L'Administration et les établissements d'enseignement peuvent se mettre d'accord sur l'échange de données relatives aux étudiants désireux d'obtenir un agrément comme praticien d'une profession paramédicale. Si l'Administration et les établissements d'enseignement organisent cet échange de données, les demandeurs ne doivent pas déposer eux-mêmes une demande individuelle.

Chaque établissement d'enseignement informe par écrit les étudiants concernés de la possibilité de bénéficier de l'agrément automatique. L'étudiant qui ne désire pas bénéficier de l'agrément automatique en informe par écrit l'établissement d'enseignement au plus tard le 15 février de sa dernière année de cursus.

En cas d'agrément automatique, l'Administration communique l'agrément au praticien de la profession paramédicale concernée dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception par l'Administration des listes transmises par les établissements d'enseignement.

Dans le cas où l'agrément ne peut être accordé selon la procédure visée au présent paragraphe, le demandeur introduit sa demande selon la procédure visée à l'article 8.

§ 2. Les personnes visées à l'article 153, § 1<sup>er</sup>, de la loi, sont agréées d'office à partir des données transmises par l'Institut d'Assurance Maladie Invalidité à la demande de l'Administration.

Dans ce cas, l'Administration communique l'agrément aux praticiens de la profession paramédicale concernée dans un délai de trente jours à dater de la réception des données transmises par l'Institut d'Assurance Maladie Invalidité.

§ 3 La demande d'agrément visée à l'article 153, § 2, est adressée par le demandeur à l'Administration selon les modalités fixées par celle-ci.

§ 4. La demande visant à bénéficier des dispositions visées à l'article 153, § 3, de la loi est adressée à l'Administration selon les modalités fixées par celle-ci.

**Art. 8.** Pour les demandes d'agrément visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, § 3 et § 4, l'Administration envoie au demandeur un accusé de réception dans un délai de trente jours.

Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la commission d'agrément relative à la profession paramédicale concernée.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande au demandeur de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne soumet pas le(s) document(s) manquant(s) dans les 3 mois de la demande pour compléter son dossier, l'Administration clôture la demande et en informe ensuite le demandeur par envoi recommandé.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. La Commission remet un avis motivé dans les soixante jours à dater de la réception par l'Administration du dossier complet de la demande d'agrément.

§ 2. La commission statue sur la base du dossier transmis par le demandeur. Si elle estime que celui-ci ne démontre pas que les conditions requises sont remplies, elle peut décider de surseoir au prononcé de l'avis. Dans ce cas, elle demande au demandeur des éléments complémentaires et peut l'inviter à être auditionné lors d'une de ses réunions ultérieures.

L'Administration communique cette décision au demandeur dans un délai de trente jours. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup> En cas d'avis favorable de la Commission, le Ministre ou son délégué statue sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable de la Commission, l'Administration en informe le demandeur, par envoi recommandé, dans un délai de trente jours.

§ 2. Lorsque le demandeur ne conteste pas l'avis défavorable de la commission, le Ministre ou son délégué statue sur la demande du demandeur.

§ 3. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le demandeur peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. À la demande du demandeur ou de la Commission, celui-ci est entendu par la commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base d'éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande du demandeur sur la base du dernier avis de la Commission.

**Art. 11.** L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

**Art. 12.** Les décisions accordées en application des articles 72, 153, § 1<sup>er</sup>, et 153, § 3, le sont pour une durée indéterminée, pour autant que les conditions relatives à la profession paramédicale concernée demeurent respectées.

Les décisions accordées en application de l'article 153, § 2, le sont pour une durée déterminée.

CHAPITRE 4. — *De la renonciation et du retrait d'agrément**Section 1<sup>re</sup>. — De la renonciation*

**Art. 13.** Le praticien d'une profession paramédicale qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé en application de l'article 72, § 2, ou de l'article 153, § 3, de la loi est tenu d'en informer par écrit le Ministre. Dans ce cas, le Ministre retire ledit agrément. L'Administration en informe le demandeur par envoi recommandé dans un délai de trente jours.

Le praticien qui a renoncé au bénéfice de l'agrément peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément. Celle-ci sera traitée conformément aux procédures décrites au chapitre 3.

*Section 2. — Du retrait d'agrément*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le praticien d'une profession paramédicale ne satisfait plus aux conditions de qualification relatives à la profession concernée, le Ministre ou son délégué retire l'agrément octroyé en application de l'article 72, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

Dans ce cas, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et recueille l'avis de la Commission.

L'intéressé peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'envoi recommandé.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la Commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations. La Commission examine le dossier.

A sa demande ou à celle de la Commission, l'intéressé est entendu par la Commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant le délai dont il dispose en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 6.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande de l'intéressé sur la base de l'avis rendu par la Commission.

§ 2. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

§ 3. Le praticien d'une profession paramédicale dont l'agrément a été retiré peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément. Celle-ci sera traitée conformément aux procédures décrites au chapitre 3.

CHAPITRE 5 — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 15.** Les avis rendus par les membres francophones des groupes de travail du Conseil national des Professions paramédicales entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et la date de nomination des membres visés à l'article 4 du présent arrêté sont réputés avoir été rendus par la Commission instituée au chapitre 2 du présent arrêté.

**Art. 16.** Les dossiers qui sont déjà en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traités conformément au présent arrêté.

**Art. 17.** L'arrêté royal du 18 novembre 2004 relatif à l'agrément des praticiens des professions paramédicales est abrogé.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 19.** Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2016/29586]

**19 OKTOBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de erkenningsprocedure voor de beoefenaars van paramedische beroepen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 72, eerste lid, en artikel 153, § 3, vijfde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 2004 betreffende de erkenning van de beoefenaars van paramedische beroepen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 59.814/2/V, gegeven op 25 augustus 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 15 augustus 1980, artikel 5, § 1, 7<sup>o</sup>, a);

Overwegende het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van paramedische beroepen;

Op de voordracht van de Minister-president;

Na beraadslaging,

Besluit :

### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

- 1° “Minister” : de Minister bevoegd voor de erkenning van de beoefenaars van gezondheidszorgberoepen;
- 2° “wet” : de op 10 mei 2015 gecoördineerde wet betreffende de uitoefening van gezondheidszorgberoepen;
- 3° “Bestuur” : de Algemene directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 4° “paramedisch beroep” : één van de beroepen bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van paramedische beroepen;
- 5° “Commissie” : Erkenningscommissie ingesteld voor elk paramedisch beroep.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenningscommissie voor paramedische beroepen; opdrachten, samenstelling en werking*

#### *Afdeling 1. — Opdrachten*

**Art. 2.** Voor ieder paramedisch beroep opgenomen in de lijst bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van paramedische beroepen, wordt een Erkenningscommissie opgericht, hierna “de Commissie” genoemd.

**Art. 3.** De commissie heeft als opdracht :

- 1° een met redenen omkleed advies aan de Minister te verlenen over elke aanvraag in verband met de toekenning van de erkenning zoals bedoeld bij de artikelen 72, § 2, tweede lid, en 153, § 2, van de wet alsook over elke aanvraag om de bepalingen bedoeld bij artikel 153, § 3, van de wet, te kunnen genieten;
- 2° een advies over de intrekking van de erkenning, zoals toegekend op basis van artikel 72, § 1, van de wet te verlenen;
- 3° een advies op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister, over elk onderwerp betreffende het paramedische beroep waarvoor ze bevoegd is, te verlenen.

#### *Afdeling 2. — Samenstelling*

**Art. 4.** § 1. De Commissie bestaat uit :

- 1° drie leden die beoefenaars zijn van een paramedisch beroep, waarbij elk lid over een ervaring van minstens 5 jaar geniet in het betrokken beroep, en die voorgedragen worden door hun vakverenigingen na een openbare oproep tot kandidaten. Bij gebrek aan een representatieve vakvereniging, wordt een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt;
- 2° drie leden die sinds minstens 5 jaar in het Hoger Onderwijs een opleiding verstrekken die tot het diploma leidt vereist voor de uitoefening van het betrokken beroep.  
Voor het beroep farmaceutisch-technisch assistent, moeten de drie leden een opleiding verstrekken, ofwel in de derde graad van het Secundair Onderwijs – kwalificatieonderwijs, ofwel in het Onderwijs voor sociale promotie, en dit sinds minstens 5 jaar, opleiding die tot het diploma leidt vereist voor de uitoefening van het betrokken beroep;
- 3° een lid dat ertoe gemachtigd wordt de activiteiten van het betrokken beroep ofwel toe te kennen of voor te schrijven, respectief als handeling of als technische prestatie, aan de beoefenaars van paramedische beroepen.

§ 2. Ook kan de Commissie, indien ze dit nuttig acht, een beroep doen op deskundigen. Deze hebben raadgevende stem.

§ 3. Er kan een plaatsvervanger aangewezen worden voor elk lid binnen de Commissie.

#### *Afdeling 3. — Werking*

**Art. 5.** § 1. De werkende en plaatsvervangende leden van de Commissie worden door de Minister voor een vernieuwbare periode van vier jaar benoemd.

Op het einde van het mandaat blijven de leden hun ambt uitoefenen tot de vernieuwing van hun mandaat of, desgevallend, totdat een vervanger wordt benoemd, met toepassing van het eerste lid.

§ 2. De Minister kan een eind stellen aan het mandaat van de leden van de Commissie die klaarblijkelijk te zelden de vergaderingen hebben bijgewoond of die een gebrek aan interest zullen hebben vertoond voor de hen toevertrouwde opdrachten.

Wordt van ambtswege als ontslagnemend lid beschouwd het lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor het benoemd werd.

Bij overlijden, ontslagindiening of intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister een nieuw lid van dezelfde categorie om het mandaat van bedoeld lid te voleindigen.

§ 3. Bij de eerste vergadering na de benoeming van de leden van de Commissie, wijzen deze leden, uit hun midden, een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

§ 4. Het Bestuur neemt het secretariaat van de Commissie waar.

§ 5. De voorzitter, de ondervoorzitter, de leden van de Commissie alsook de krachtens artikel 4, § 2, uitgenodigde deskundigen hebben recht op :

- 1° een zitgeld van tien euro per halve dag; de leden die ambtenaar zijn kunnen er enkel op aanspraak maken in de mate dat hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties met zich meebrengen buiten de gewone diensturen;
- 2° de terugbetaling van hun verplaatsingskosten, toegekend overeenkomstig de reglementering die geldt voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met de kosten van een treinbiljet in de eerste klasse.

De leden van de Commissie worden ertoe gemachtigd hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken voor de verplaatsingen vereist door hun participatie in de vergaderingen van de Commissie. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap betaald had moeten worden in geval van het gebruik van de gemeenschappelijke vervoermiddelen.

De Franse Gemeenschap staat niet in voor de dekking van de risico's voortvloeiend uit het gebruik door de leden van hun persoonlijke voertuig.

**Art. 6.** De vergaderingen van de Commissie geschieden onder de leiding van de voorzitter of, bij gebreke daaraan, van de ondervoorzitter. In afwezigheid van beide personen, wordt het oudste lid de vervanger van de voorzitter.

De Commissie beraadslaagt enkel geldig als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum inzake aanwezigheid niet bereikt wordt, roept de voorzitter, of, als deze afwezig is, de ondervoorzitter een nieuwe vergadering bijeen met dezelfde agenda. De Commissie beraadslaagt dan geldig wat het aantal aanwezige leden ook is.

De Commissie beslist bij de meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter, of in diens afwezigheid, van de ondervoorzitter, doorslaggevend.

De beraadslagingen van de Commissie blijven geheim.

De adviezen moeten in rechte en feite met redenen omkleed worden.

De Erkenningscommissie stelt een huishoudelijk reglement op dat aan de goedkeuring van de Minister wordt voorgelegd, alsook de wijzigingen ervan.

### HOOFDSTUK 3. — *Erkenning*

**Art. 7.** § 1. De erkenning bedoeld bij artikel 72, § 2, tweede lid, van de wet, kan automatisch toegekend worden op basis van lijsten, aan het Bestuur overgezonden door de onderwijsinrichtingen met alle studenten die het vereist diploma genieten voor de uitoefening van het betrokken beroep.

Het Bestuur en de onderwijsinrichtingen kunnen een akkoord treffen voor de uitwisseling van gegevens betreffende de studenten die een erkenning wensen te bekomen als beoefenaar van een paramedisch beroep. Indien het Bestuur en de onderwijsinrichtingen deze uitwisseling inrichten, moeten de aanvragers niet zelf een individuele aanvraag indienen.

Elke onderwijsinrichting licht de erbij betrokken studenten over de mogelijkheid schriftelijk in om een automatische erkenning te genieten. De student die niet wenst de automatische erkenning te genieten, geeft er schriftelijk bericht aan de onderwijsinrichting ten laatste op 15 februari van zijn laatste cursusjaar.

In geval van automatische erkenning, deelt het Bestuur de erkenning mede aan de beoefenaar van het betrokken paramedische beroep binnen een termijn van 45 dagen vanaf de ontvangst door het Bestuur van de lijsten overgezonden door de onderwijsinrichtingen.

Ingeval de erkenning niet toegekend kan worden volgens de procedure bedoeld bij deze paragraaf, dient de aanvrager zijn aanvraag in volgens de procedure bedoeld bij artikel 8.

§ 2. De personen bedoeld bij artikel 153, § 1, van de wet, worden van ambtswege erkend op basis van de gegevens overgezonden door het RIZIV op aanvraag van het Bestuur.

In dat geval, deelt het Bestuur de erkenning aan de beoefenaars van het betrokken paramedische beroep mede binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van de gegevens overgezonden door het RIZIV.

§ 3. De erkenningsaanvraag bedoeld bij artikel 153, § 2, wordt door de aanvrager aan Het Bestuur toegestuurd volgens de door het Bestuur bepaalde nadere regels.

§ 4. De aanvraag om de bepalingen bedoeld bij artikel 153, § 3, van de wet, wordt aan het Bestuur toegezonden volgens de door het Bestuur bepaalde nadere regels.

**Art. 8.** Voor de erkenningsaanvragen bedoeld bij artikel 7, § 1, vijfde lid, § 3 en § 4, stuurt het Bestuur aan de aanvrager een ontvangstbericht binnen een termijn van dertig dagen.

Wanneer het dossier volledig is, zendt het Bestuur het om advies aan de erkenningscommissie betreffende het betrokken paramedische beroep.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Bestuur aan de aanvrager de ontbrekende documenten te bezorgen. Indien de aanvrager binnen de drie maanden van de aanvraag de ontbrekende documenten niet voorlegt om zijn dossier te vervolledigen, sluit het Bestuur de aanvraag en geeft het aan de aanvrager bericht van per aangetekend schrijven.

**Art. 9.** § 1. De Commissie verleent een met redenen omkleed advies binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst door het Bestuur van het volledige dossier van de erkenningsaanvraag.

§ 2. De commissie beraadslaagt op basis van het dossier overgezonden door de aanvrager. Als ze acht dat het niet voldoende aantoont dat de vereiste voorwaarden vervuld zijn, kan ze beslissen het advies te verdagen. In dat geval vraagt ze aan de aanvrager aanvullende elementen en ze kan de aanvrager horen gedurende één van haar komende vergaderingen.

Het Bestuur deelt deze beslissing aan de aanvrager mede binnen een termijn van dertig dagen. Behoudens bij noodgevallen, wordt de aanvrager ervan op de hoogte gebracht minstens vijftien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De aanvrager kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede reden, wordt een nieuwe datum van hoorzitting bepaald.

**Art. 10.** § 1. Als de Commissie een gunstig advies geeft, beslist de Minister of diens (dier) afgevaardigde op basis van dit advies.

Als de Commissie een ongunstig advies geeft, wordt de aanvrager door het Bestuur ervan op de hoogte gesteld, bij aangetekend schrijven, binnen een termijn van dertig dagen.

§ 2. Wanneer de aanvrager het ongunstig advies van de commissie niet betwist, beslist de Minister of diens (dier) afgevaardigde over de aanvraag van de aanvrager.

§ 3. In geval van betwisting van het ongunstig advies van de Commissie, kan de aanvrager een nota aan het Bestuur laten worden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dergelijk geval, onderzoekt de Commissie het dossier opnieuw. Op de aanvraag van

de aanvrager of van de Commissie, wordt de aanvrager gehoord door de commissie om mogelijks nuttige inlichtingen mee te delen. Behoudens noodgeval, wordt hij ingelicht minstens vijftien dagen voor de vergadering tijdens welke zijn dossier onderzocht zal worden.

De aanvrager kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede reden, wordt een nieuwe datum van hoorzitting bepaald.

De Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van nieuwe elementen.

De Minister of diens (dier) afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het laatste advies van de Commissie.

**Art. 11.** Het Bestuur deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van diens (dier) afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager medegedeeld.

**Art. 12.** De beslissingen tot toekenning met toepassing van de artikelen 72, 153, § 1, en 153, § 3, worden getroffen voor een onbepaalde periode, voor zover de voorwaarden betreffende het betrokken paramedische beroep steeds in acht worden genomen.

De beslissingen tot toekenning met toepassing van artikel 153, § 2, blijven geldig voor een onbepaalde duur.

#### HOOFDSTUK 4. — *Afstand en intrekking van de erkenning*

##### *Afdeling 1. — Afstand*

**Art. 13.** De beoefenaar van een paramedisch beroep die niet meer wenst de erkenning te genieten toegekend met toepassing van artikel 72, § 2, of van artikel 153, § 3, van de wet wordt ertoe gehouden de Minister ervan schriftelijk te verwittigen. In dat geval trekt de Minister de erkenning in. Het Bestuur bericht er de aanvrager per aangetekend schrijven van binnen een termijn van dertig dagen.

De beoefenaar die van het genot van de erkenning afstand heeft gedaan kan elk ogenblik een nieuwe aanvraag om erkenning indienen. Deze zal behandeld worden overeenkomstig de procedures beschreven in hoofdstuk 3.

##### *Afdeling 2. — Intrekking van de erkenning*

**Art. 14.** § 1. Wanneer de beoefenaar van een paramedisch beroep niet meer aan de kwalificatievoorwaarden voldoet betreffende het betrokken beroep, trekt de Minister of diens (dier) afgevaardigde de toegekende erkenning in met toepassing van artikel 72, § 1, van de wet.

In dat geval, geeft het Bestuur er bericht van aan betrokkene per aangetekend schrijven en vraagt het advies van de Commissie aan.

De betrokkene kan het Bestuur een nota laten geworden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven.

Wanneer de betrokkene de inhoud van het aangetekend schrijven niet betwist, beraadslaagt de Commissie op basis van de stukken.

In geval van betwisting, deelt de betrokkene zijn op- en aanmerkingen mee. De Commissie onderzoekt dan het dossier.

Op de aanvraag van de betrokkene of die van de Commissie, wordt de betrokkene gehoord door de Commissie om elk nuttig geachte informatie mee te delen. Behoudens bij noodgeval, wordt de betrokkene minstens vijftien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden, ervan verwittigd.

De betrokkene kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum van hoorzitting bepaald.

Op zijn aanvraag of op die van zijn raadsman, kan de betrokkene toegang krijgen tot zijn administratieve dossier binnen de termijn waarover hij beschikt krachtens paragraaf 1, lid 3 en 6.

De Minister of diens (dier) afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het advies van de Commissie.

§ 2. Het Bestuur deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van diens (dier) afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager medegedeeld.

§ 3. De beoefenaar van een paramedisch beroep van wie de erkenning werd ingetrokken, kan elk ogenblik een nieuwe aanvraag om erkenning indienen. Deze zal behandeld worden overeenkomstig de procedures beschreven in hoofdstuk 3.

#### HOOFDSTUK 5. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 15.** De adviezen uitgebracht door de Franstalige leden van de werkgroepen van de Nationale Raad voor de Paramedische Beroepen tussen 1 januari 2016 en de datum van benoeming van de leden bedoeld bij artikel 4 van dit besluit, worden geacht als zijnde verleend door de Commissie ingesteld bij hoofdstuk 2 van dit besluit.

**Art. 16.** De dossiers die reeds onderzocht worden op de datum van inwerkingtreding van dit dossier worden behandeld overeenkomstig dit besluit.

**Art. 17.** Het koninklijk besluit van 18 november 2004 betreffende de erkenning van de beoefenaars van paramedische beroepen, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 19.** De Minister bevoegd voor de erkenning van de beroepen inzake gezondheidszorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2016.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE